



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION INSTALLATIONS CLASSÉES
DPI/ BPUPE/IC-ND-N°2015- 17

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

----- TECH FORM -----

Commune de AUXI LE CHATEAU

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 1997 modifié ayant autorisé la société AUBECQ-AUXI à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement située 4, avenue du Maréchal Foch, à AUXI-LE-CHATEAU (62390) ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 12 août 2003 à la société THYSENKRUPP-SOFEDIT ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale de la société TECH-FORM depuis le 1er juillet 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-53 du 26 février 2014 portant prescriptions complémentaires pour la réalisation d'une surveillance périodique de la qualité des eaux souterraines délivré à la société TECH-FORM ;

VU le rapport de visite de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 2 décembre 2014 ;

VU la lettre de procédure contradictoire du 6 janvier 2015 ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection menée le 6 novembre 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non respect des mesures imposées par l'arrêté préfectoral du 26 février 2014 susvisé, à savoir :

- l'absence d'étude hydrogéologique préalable ;
- l'absence d'analyses des eaux de la nappe et de transmission des résultats correspondants ;

CONSIDERANT que le non respect de ces dispositions empêche de disposer d'un réseau de surveillance permettant d'évaluer la qualité des eaux souterraines et d'identifier, le cas échéant, une pollution résultant des activités actuelles ou passées exercées sur le site, cette dernière pouvant avoir des conséquences significatives au regard de la sensibilité du milieu environnant ;

CONSIDERANT en outre que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect d'un ratio de consommation d'eau rapporté à la surface de métal traitée inférieur à 8 l/m², comme demandé par l'article 3.6 de l'arrêté du 30 juin 1997 susvisé ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, il y a donc lieu de mettre en demeure la société TECH-FORM de se conformer aux prescriptions susmentionnées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1er :

La société TECH-FORM, dont le siège social est situé 4, avenue du Maréchal Foch, à AUXI-LE-CHATEAU (62390) est mise en demeure de respecter sous **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté les dispositions des articles suivants de l'arrêté du 26 février 2014 portant prescriptions complémentaires :

« ARTICLE 2 de l'arrêté du 26 février 2014 – RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES »

Sauf si une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols démontre l'absence de nécessité d'une surveillance de la nappe, l'exploitant doit mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

2.1. – Etude hydrogéologique

L'exploitant transmet sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais et à l'inspection des installations classées, une étude hydrogéologique, réalisée par un hydrogéologue expert, proposant les modalités de mise en oeuvre de la surveillance. L'étude intègre les dispositions prévues par le présent arrêté, la caractérisation détaillée de l'état des sols et des eaux souterraines et les caractéristiques hydrogéologiques du site.

L'étude doit notamment justifier les éléments suivants:

- choix des paramètres retenus pour la surveillance au regard des aquifères présents sur le site et sur les terrains extérieurs, des pollutions identifiées, de la pollution résiduelle, de l'analyse des risques résiduels, des phénomènes de dégradation des polluants et des produits de décomposition associés, des temps de demi-vie des polluants, de leur capacité d'adsorption...*
- choix des paramètres complémentaires permettant l'interprétation des résultats (pH, conductivité, Eh, température, oxygène dissous...)*
- nombre, localisation et caractéristiques des piézomètres. En particulier, l'étude doit justifier la profondeur des piézomètres et les conditions de prélèvements au regard des caractéristiques des substances à surveiller (volatilité, solubilité, densité, viscosité...).*

2.2. – Constitution du réseau de surveillance

L'exploitant doit constituer un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant, au moins, un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval de l'établissement. Ce minimum ne préjuge pas de piézomètres complémentaires nécessaires à la surveillance du site et au contrôle de

l'efficacité de la dépollution des eaux souterraines. La définition du nombre de piézomètres, leurs caractéristiques et leur implantation sont définies par l'étude hydrogéologique prévue à l'article 2.1.

2.2.1- Dispositions générales

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre du code minier.

L'exploitant est tenu de respecter le dispositif de surveillance de l'étude hydrogéologique, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté ou d'un arrêté préfectoral complémentaire.

2.2.2 - Conditions d'implantation

L'implantation des forages est réalisée en vue de prévenir tout risque de pollution par migration des pollutions de surface ou souterraines ou mélange des différents niveaux aquifères.

2.2.3 - Conditions de réalisation et d'équipement

En cas de non respect de certaines dispositions prévues par le présent article, l'exploitant transmet à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais et à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier que les dispositions qu'il met en œuvre permettent d'atteindre un niveau au moins équivalent au regard des objectifs/dispositions fixés par le présent arrêté.

La réalisation des piézomètres est soumise au respect des dispositions reprises en annexe du présent arrêté fixant le cahier des charges applicable à ce type d'ouvrage.

(...)

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, l'exploitant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains destinés à la surveillance des eaux souterraines, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 1 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.

(...)

2.3 – Analyse des eaux de la nappe

Sauf dispositions particulières issues des propositions de l'hydrogéologue expert, des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements semestriels (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux) seront réalisés dans ces piézomètres. Ces périodes sont déterminées par l'hydrogéologue.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité passée de l'installation.

Sur la base de l'étude historique du site, des substances manipulées et de la caractérisation complète des sols, l'hydrogéologue expert définit, dans le cadre de l'étude prévue à l'article 2.1, les paramètres devant faire l'objet d'une surveillance, les conditions de prélèvements, le type d'analyses à réaliser...

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes en vigueur. Les limites de quantification pour chaque substance devront être adaptées pour permettre une analyse des résultats et précisées dans les comptes rendus.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée.

Les paramètres à suivre sont déterminés en fonction des conclusions de l'étude visée à l'article 2.1 et après avis de l'inspection des installations classées.

Ils comportent au minimum les paramètres suivants :

- pH (code SANDRE 1302)*
- Chlorures (code SANDRE 1337)*
- Sodium (code SANDRE 1375)*
- Aluminium (code SANDRE 1370)*
- Antimoine (code SANDRE 1376)*
- Cadmium (code SANDRE 1388)*
- Chrome (code SANDRE 1389)*
- Chrome hexavalent (code SANDRE 1371)*

- Cobalt (code SANDRE 1379)
- Manganèse (code SANDRE 1394)
- Plomb (code SANDRE 1382)

2.4. – Transmission des résultats

Le premier rapport d'analyse sera transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de trois mois à compter de la réalisation de l'étude visée à l'article 2.1.

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation.

Les résultats de la surveillance doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard un mois après leur réalisation. Les résultats (évolution des niveaux piézométriques, concentrations...) doivent être présentés notamment sous forme de graphiques présentant l'évolution des paramètres et commentés. En particulier, l'exploitant doit s'assurer que les résultats de la surveillance sont compatibles avec l'analyse des risques résiduels incluse dans le plan de gestion.

(...)

ARTICLE 3 – DELAIS

Le respect des prescriptions ci-dessus devra respecter l'échéancier suivant :

- *Article 2.1 : Choix de l'hydrogéologue expert : 1 mois – à compter de la notification du présent arrêté*
- *Article 2.1 : Etude hydrogéologique et proposition d'un programme de surveillance : 3 mois*
- *Article 2.2 : Commande de piézomètres : 1,5 mois – à compter de la notification du présent arrêté.*
- *Article 2.2.1 : Déclaration relative à l'implantation des piézomètres : 2 mois suivant la fin des travaux d'implantation des ouvrages,*
- *Article 2.2.3 : Réalisation des piézomètres : 6 mois – à compter de la notification du présent arrêté.*
- *(...)*
- *Article 2.4 : Transmission des résultats : 3 mois à compter de l'étude visée à l'article 2.1 puis sous un mois après la réalisation des prélèvements,*
- *(...) »*

ARTICLE 2 :

La société TECH-FORM est mise en demeure de respecter sous **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté les dispositions des articles suivants de l'arrêté du 30 juin 1997 portant autorisation d'exploiter :

« ARTICLE 3.6 de l'arrêté du 30 juin 1997 – CONSOMMATION D'EAU

Installations de dégraissage

(...)

le ratio de consommation d'eau rapporté à la surface traitée doit être au maximum de 8 litres / m².

ARTICLE 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

ARTICLE 4 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 5: PUBLICITE

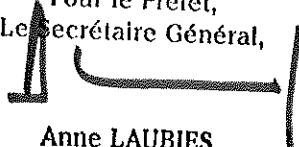
Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de AUXI LE CHATEAU et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de AUXI LE CHATEAU pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TECH FORM et dont une copie sera transmise au maire de AUXI LE CHATEAU.

Arras, le 02 FEV. 2015

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Anne LAUBIES



Copies destinées à :

- SOCIETE TECH FORM
- Mairie de AUXI LE CHATEAU
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Inspecteur de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage